

ologiques pour
manie, des mis-
besoins en ma-
tages de forma-

çais, si la prise
plus grande en
ur les Africains
restent insuffi-
omniprésente
pays, faisant le

des stupéfiants
es de milliards
ence le montant
ession depuis la
quest: ce qui lui
mplicités par-
reil des Etats»,
lutte contre les
né des efforts
ni les grands
et ses organi-
le PNUCID
es pour le con-
es), ni des ins-
veloppement
n'ont réussi à
ands pour per-
ation rentable

ernationale de
le chiffre de
ars pour l'ar-
travers des
u des pays
des du GAFI
créé à l'ins-
les plus in-
en 1989, re-
e d'identifier
ontants blan-
la différence
e la drogue et
mafieuses.

efforts de co-
ation et d'in-
de la France
insécurité et
ment liées à
consomma-

en tant que
l'implanta-
yndicats du
rités à s'ar-
groupes, ont
s nigériens
nde entier»
qui exprime
res pays du
eure coopé-
ats est plus
et-on aussi
côté améri-
nes récentes
fruit d'une
ices de plu-

Croix | MFI

LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE DE DOCTRINE ET D'INFORMATION DU BENIN

50 ème année - numéro 652

12 AVRIL 1996 - 150 Francs CFA

DEVENEZ DES "PROPHETES DE LA VIE, DE L'AMOUR ET DE LA JOIE"

Message pour la Journée mondiale de la Jeunesse 96



Depuis onze ans, la Journée mondiale de la Jeunesse est célébrée le dimanche des

rameaux. D'une certaine manière, l'on peut dire que, dès le début, elle a commencé à être une "Journée de la Jeunesse", lorsque les jeunes de Jérusalem allèrent à la rencontre du Christ qui entrainait dans la ville, doux et humble, chevauchant un âne, selon la prophétie de Zacharie (cf. Zc 9,9). Ils allèrent Le saluer et L'accueillir avec les paroles du psaume 117: "Béni soit au nom de Yahvé celui qui vient !" (26).

Le Christ n'oublie pas. Il se souvient de ce qui s'est passé alors. Et les Jeunes s'en souviennent aussi. Le Christ est fidèle. Et les Jeunes aussi savent faire preuve de fidélité à ceux qui leur font confiance.

Et voici, disait le Pape Jean-Paul II à Rome, le dimanche 31 mars 1996, que les Jeunes reviennent, année après année, à cette rencontre, née de leur enthousiasme irrésistible pour Jésus et pour l'Évangile. C'est ainsi qu'a commencé un pèlerinage qui traverse les Diocèses du monde entier et qui, tous les deux ans, converge vers une grande rencontre internationale, en construisant des ponts de fraternité et d'espérance entre les continents, entre les peuples et les cultures. Il s'agit d'un che-

minement toujours en cours, comme la vie, comme la Jeunesse.

Cette année — à mi-chemin, pour ainsi dire, entre l'inoubliable étape de Manille et celle qui est prévue à Paris en août 1997 — l'itinéraire du "peuple des jeunes" recommence aujourd'hui à s'arrêter dans les Eglises locales, tout en étant enrichi

par l'expérience du pèlerinage européen à la Sainte Maison de Lorette.

Au cours de l'Angelus papale du 31 mars dernier, dimanche des rameaux et de la passion du Seigneur, à Rome, les Jeunes des Philippines ont confié la Croix de l'Année Sainte aux Jeunes français de leur âge,

(Lire la suite à la page 8)



LE GENERAL MATHIEU KEREKOU INVESTI PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN, LE JEUDI 04 AVRIL 1996, A PORTO-NOVO

Proclamé définitivement élu à l'issue du deuxième tour de l'élection présidentielle du 18 mars 1996, le Général Mathieu Kérékou est investi Président de la République du Bénin pour la deuxième Magistature suite à l'historique Conférence des Forces Vives de la Nation de février 1990. La cérémonie s'est déroulée le jeudi 04 avril 1996. Elle a eu pour cadre l'ex-Palais des Gouverneurs qui, actuellement, abrite à Porto-Novo, l'Assemblée Nationale. C'est une cérémonie d'investiture fort simple mais empreinte d'émotion, voire même de stupéfaction. Elle a été retransmise en direct par la radio et la télévision nationales.

Conformément à l'article 53 de la Constitution de la République du Bénin du 11 décembre 1990, c'est le Président de la Cour Constitutionnelle, Mme Elisabeth K. Pogonon entourée pour la circonstance de



ses pairs, qui a reçu le serment de Son Excellence Monsieur Mathieu Kérékou, Président de la République du Bénin devant Messieurs Bruno Amoussou et Abraham Zinzindohoué, respectivement Président de l'Assemblée Nationale et Président de la Cour Suprême. Les anciens Présidents de la République, les chefs des missions diplomatiques et consulaires, les émissaires, les représentants des Organisations internationales, le grand chancelier de l'ordre national, les honorables députés, les invités de tous ordres, ont marqué de leur présence ladite cérémonie.

Les populations de Porto-Novo et d'ailleurs qui n'ont pas voulu manquer au rendez-vous de l'histoire ont, tout en liesse et par une haie, ceinturé l'ex-Palais des Gouverneurs. Le service de sécurité a fait

(Lire la suite à la page 6)

L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE

PROCLAMATION DES RESULTATS DEFINITIFS DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DU 18 MARS 1996

La Cour Constitutionnelle,

Vu la Constitution du 11 décembre 1990;

Vu la Loi Organique n° 91-009 du 04 mars 1991 sur la Cour Constitutionnelle ;

Vu la Loi n° 94-013 du 17 janvier 1995 portant règles générales pour les élections du Président de la République et des Membres de l'Assemblée Nationale ;

Vu la Loi n° 95-015 du 23 janvier 1996 définissant les règles particulières pour l'élection du Président de la République ;

Vu le Décret n° 96-010 du 05 janvier 1996 portant convocation des électeurs pour l'élection du Président de la République le 03 mars 1996 ;

Vu le Décret n° 96-51 du 15 mars 1996 portant convocation des électeurs pour le second tour de l'élection du Président de la République le 18 mars 1996 ;

Vu le Règlement Intérieur de la Cour Constitutionnelle ;

Vu les procès-verbaux du scrutin du 18 mars 1996 et les documents y annexés dont notamment les feuilles de dépouillement qui lui ont été transmis par la Commission Electorale Nationale Autonome (C.E.N.A.) par l'intermédiaire du Ministre chargé de l'Intérieur ;

Vu les autres pièces, documents et les rapports des délégués de la Cour Constitutionnelle ainsi que les réclamations qui lui ont été adressées ;

Vu la Proclamation provisoire le 24 mars 1996 des résultats de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 ;

Vu la Décision EL-P-96-015 du 30 mars 1996 de la Cour Constitutionnelle relative aux contestations des résultats provisoires du 24 mars 1996 par des électeurs ;

Vu la requête du 27 mars 1996 de Monsieur Nicéphore Dieudonné SOGLO, candidat au second tour de l'élection présidentielle du 18 mars 1996, enregistrée à la même date au Greffe de la Cour sous le numéro 0926 ;

Vu les requêtes du 25 mars 1996 de Monsieur Mathieu KEREKOU, candidat au second tour de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 au Greffe de la Cour respectivement sous les numéros 0948 et 0949 ;

Considérant que les trois (3) recours tendent tous à contester les résultats provisoires du second tour de l'élection prési-

dentielle du 18 mars 1996; qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule et même décision;

Considérant que les moyens de preuve qui doivent être pris en compte par la Cour dans l'appréciation de la régularité du déroulement du scrutin sont essentiellement : le procès-verbal de déroulement du scrutin, la feuille de dépouillement, les observations des membres du bureau de vote ou des délégués des candidats, les réclamations des électeurs annexées audit procès-verbal et le constat des irrégularités que la Cour aurait, par elle-même, relevées;

SUR LE RECOURS DU CANDIDAT NICEPHORE DIEUDONNE SOGLO

Considérant que Monsieur Nicéphore Dieudonné SOGLO allègue pour contester la régularité de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 :

* des actes de fraude au niveau du recensement des électeurs,

* des manœuvres frauduleuses relevées dans le déroulement du scrutin,

* des violences, intimidations et orientation partisane des résultats du scrutin;

En ce qui concerne les actes de fraude au niveau du recensement des électeurs.

Considérant que le candidat SOGLO déclare que selon une analyse des données démographiques et inscriptions sur les listes électorales de 1991 à 1996 par département, fournies par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (I.N.S.A.E.), la projection faite par cet Institut de la population en âge de voter en 1996 est de 318.000 dans le Département de l'Atacora et de 398.000 dans le Département du Borgou; que dans le Département de l'Atacora, le nombre des inscrits est de 336.667 au lieu de 318.000 et dans celui du Borgou de 431.294 au lieu de 398.000; qu'il en déduit qu'il y a eu une augmentation artificielle du nombre des inscrits par la préparation "ab initio" du vote des mineurs et des étrangers;

Considérant que pour les élections de mars 1995, les nouvelles listes électorales établies par la Commission Electorale Nationale Autonome (C.E.N.A.) mentionnent 317.311 inscrits dans le Département de l'Atacora, 403.399 dans le Département du Borgou et 576.588 dans le Département de l'Atlantique; qu'en application de l'article 11 de la Loi n° 94-013 du 17 janvier 1995, ces listes ont été révisées pour les élections présidentielles de mars 1996; qu'il ressort des documents de la C.E.N.A., seul organe selon le Code électoral chargé de l'organi-

sation de l'élection présidentielle, que le nombre des inscrits en 1996 est de 334.950 dans le Département de l'Atacora, de 439.107 dans le Département du Borgou et de 618.047 dans le Département de l'Atlantique; que la comparaison du nombre des inscrits doit se faire par rapport aux élections législatives de mars 1995 et non par rapport aux élections de 1991; que cette comparaison révèle un accroissement de 8,71 % dans l'Atacora, de 8,85 % dans le Borgou et de 7,19 % dans l'Atlantique; qu'en l'absence d'éléments de preuve de manipulation de ces données statistiques, le moyen tiré de l'augmentation artificielle du nombre d'inscrits est inopérant;

Considérant qu'en l'espèce, il n'est pas démontré qu'il y a eu un accroissement artificiel du nombre des inscrits pouvant justifier les nombreux cas allégués de vote de mineurs et d'étrangers dans les Départements de l'Atacora et du Borgou; qu'en tout état de cause, en dehors des tentatives établies, le vote des mineurs, dans les rares cas où il a été effectif, a été sanctionné par la Cour avant la proclamation des résultats provisoires du 24 mars 1996; qu'enfin, le requérant ne produit aucun élément de preuve pour établir le vote des étrangers en général; qu'au demeurant, la Cour a eu à sanctionner ces irrégularités lorsqu'elles ont été établies comme c'est le cas au niveau du bureau de vote n° 30632, scellé n° 0015777 dans la Sous-Préfecture de Nikki, Commune de Ouénou, Village de Fombawi (et non Tombavi comme indiqué par le requérant);

En ce qui concerne les manœuvres frauduleuses relevées dans le déroulement du scrutin

Considérant que le candidat SOGLO affirme que la C.E.N.A. a autorisé la création de 1.010 bureaux de vote dans le Borgou et qu'en réalité ont fonctionné pour le second tour 1.052 bureaux de vote; qu'il en déduit qu'il y a eu création de 42 bureaux de vote "pirates" dans ledit Département;

Considérant que par lettre n° 259/96/CENA/PT du 16 mars 1996, le Président de la C.E.N.A. a transmis à la Cour "la liste des bureaux de vote de chaque Département dans le cadre du deuxième tour des élections présidentielles"; qu'il y est officiellement porté par la C.E.N.A. le chiffre de 1.044 comme nombre des bureaux de vote dans le Borgou;

Considérant par ailleurs que la C.E.N.A. a livré dans le Borgou, par bordereau n° 000301 du 15 mars 1996, du matériel électoral pour le fonctionnement de 1.052 bureaux de vote;

Considérant que la Cour a reçu, en provenance du Département du Borgou, 1.049 enveloppes et non 1.052; que ces

enveloppes contenaient les documents relatifs à 1.048 bureaux de vote et qui ont été effectivement traités; que ce chiffre de 1.048 correspond au nombre de bureaux de vote que les deux (2) membres de la C.E.N.A., Messieurs ADIAHOUINOUE Dominique et BIO BIGOU Léon, Coordonnateurs de la C.E.N.A. dans ledit Département, reconnaissent avoir fait fonctionner au lieu des 1.052 initialement prévus; que ceux-ci précisent qu'ils ont dû réduire ce nombre de quatre (4) pour tenir compte de l'annotation du Président de la C.E.N.A. sur la fiche de livraison du matériel électoral pour le Borgou, à savoir : "l'accroissement de 42 bureaux de vote est trop important"; qu'ainsi, le Président de la C.E.N.A., Monsieur Léopold DOSSOU, ne s'est pas formellement opposé à l'ouverture des trente-huit (38) bureaux de vote supplémentaires;

Considérant qu'il découle de tout ce qui précède que le Président de la C.E.N.A. ne peut raisonnablement soutenir, comme il l'a fait dans la sommation interpellative du 20 mars 1996 de Maître Hortense BANKOLE-de SOUZA, Huissier de justice, produite par le candidat SOGLO et dans la lettre sans numéro en date du 21 mars 1996 adressée à la Cour, qu'il n'a donné son assentiment que pour l'ouverture de 1.010 bureaux de vote dans le Département du Borgou; qu'il s'ensuit qu'il n'y a pas eu création de 42 bureaux de vote "pirates"; qu'en tout état de cause, il n'est pas établi que l'existence de ces bureaux de vote correspond à un accroissement corrélatif du nombre des électeurs inscrits dans ce Département;

En ce qui concerne la manipulation des résultats

Considérant que le requérant allègue que des feuilles de dépouillement ont été raturées et/ou surchargées systématiquement en sa défaveur, surtout dans les deux Départements du Nord; que les procès-verbaux des bureaux de vote "ne sont pas signés ou ne le sont qu'incomplètement par les personnes légalement habilitées"; qu'il a été procédé à des "corrections a posteriori de certains de ces documents pour gommer les irrégularités constatées"; qu'enfin, le requérant se dit perplexe de constater que la Cour a publié les 11 et 24 mars 1996 les résultats des premier et second tours avec un nombre d'inscrits qui a "curieusement" évolué entre les deux tours : 2.517.970 pour le premier tour, 2.524.262 pour le second;

Considérant que le requérant ne rapporte pas la preuve que les feuilles de dépouillement ont été raturées et/ou surchargées en sa défaveur et que les procès-verbaux n'ont pas été signés ou ne l'ont été qu'incomplètement; qu'en tout état de cause, la Cour a examiné les procès-verbaux et feuilles de dépouillement et a annulé, lorsqu'elle l'a jugé nécessaire, sur toute l'étendue du territoire national et au détriment des deux candidats, les suffrages

exprimés au niveau des bureaux de vote concernés;

Considérant que la Cour a procédé à l'examen de la régularité des opérations de vote sur la base des documents électoraux prévus par l'article 55 de la Loi n° 94-013 du 17 janvier 1995 et à elle transmis par la C.E.N.A. sous le couvert du Ministre de l'Intérieur;

Considérant qu'en l'absence de la mention du nombre d'inscrits sur les procès-verbaux de certains bureaux de vote, la Cour a été amenée à retenir le nombre des votants figurant sur les feuilles de dépouillement comme étant le nombre d'inscrits;

Considérant qu'entre les deux tours du scrutin, la C.E.N.A. a procédé à la transcription des listes électorales; que la mention expresse de vote par dérogation adoptée sur les feuilles de dépouillement par la C.E.N.A. au second tour a abouti à la double prise en compte du même électeur au titre des inscrits;

Considérant que certains documents électoraux non exploitables, tels que les feuilles de dépouillement non accompagnées de procès-verbaux ou les procès-verbaux sans feuilles de dépouillement, comme cela s'est produit en grand nombre au premier tour, sont tombés en rebut;

Considérant que tous ces éléments de fait énumérés ont nécessairement influé sur le nombre d'inscrits du premier tour et du second tour; qu'en tout état de cause, les nombres 2.517.970 et de 2.524.262 retenus par la Cour respectivement pour le premier et le second tours demeurent inférieurs au nombre de 2.646.464 enregistré et publié par la C.E.N.A. le 27 février 1996;

SUR LES RECOURS DU CANDIDAT MATHIEU KEREKOU

Considérant que le candidat Mathieu KEREKOU sollicite dans sa première requête l'annulation des résultats du scrutin du 18 mars 1996 dans le Département de l'Atlantique : Cotonou, Abomey-Calavi, So-Ava, dans le Département du Mono : Grand-Popo et dans le Département du Zou (Sud) :

Zagnanado, Cové, Ouinihi, Zakpota, Bohicon, Abomey, Agbangnizoun, Zogbodomey, pour violation de l'article 6 de la Constitution, des articles 2, 3, 40, 41, 52, 54, 55, 81 de la Loi n° 94-013 du 17 janvier 1995 et de l'article 15 de la Loi n° 95-015 du 23 janvier 1996;

Considérant que le requérant allègue que dans le Département de l'Atlantique, il y a eu, dans les Communes de Djomèhountin et Houénonssou, bourrage d'urnes ayant abouti à un dépassement du nombre des inscrits; que ce bourrage d'urnes a donné lieu à des manipulations des documents électoraux afin d'éviter l'annulation, ce qui a entraîné le retard anormal dans la transmission desdits documents à la Cour;

Considérant que le retard anormal invoqué n'est pas établi, pas plus que n'est rapportée la preuve du bourrage d'urnes; qu'en conséquence, ce moyen est inopérant;

Considérant que Monsieur KEREKOU déclare que dans la Sous-Préfecture de So-Ava, ses représentants ont été interdits d'accès aux bureaux de vote de Dakomey 1, Dakomey 2, Dakomey 3 et de Gounsoégbamey;

Considérant qu'aucune précision n'est fournie sur l'identité des représentants concernés; qu'au surplus, le candidat ne justifie pas que ses délégués remplissent les conditions exigées par les articles 40 et 41 de la Loi précitée; que ce moyen ne saurait prospérer;

Considérant que dans la Sous-Préfecture d'Abomey-Calavi, il est fait grief au Sous-Préfet d'avoir envoyé dans chaque bureau de vote des représentants et que ceux-ci ont interdit aux présidents des bureaux de vote de délivrer copie des feuilles de dépouillement aux représentants du candidat KEREKOU;

Considérant que ces allégations ne sont étayées d'aucun élément de preuve; qu'il y a lieu d'écarter ce moyen;

Considérant que dans le Département du Mono, dans la Sous-Préfecture de Grand-Popo, il est invoqué une croissance anormale du nombre des électeurs du fait de l'inscription des réfugiés togolais qui seraient admis à voter en faveur du candidat Nicéphore SOGLO;

Considérant que les pièces produites pour prouver le vote de cinq (05) étrangers ne constituent pas des éléments de preuve suffisants pour emporter l'annulation des résultats des élections dans la Sous-Préfecture de Grand-Popo; qu'au surplus, le requérant ne donne aucune indication sur les bureaux de vote concernés; qu'en conséquence, le moyen articulé est inopérant;

Considérant que dans le Département du Zou (Sud), le requérant fait état d'actes

de violence contre ses partisans, mis par ailleurs dans l'impossibilité de faire campagne et soumis à des menaces et pressions en vue de les faire voter pour le candidat SOGLO;

Considérant que la preuve n'est pas établie que les faits allégués ont porté atteinte à la sincérité du vote dans cette partie du Département; qu'il y a lieu de rejeter la demande d'annulation du vote;

Considérant que dans sa deuxième requête, le candidat Mathieu KEREKOU dénonce la partialité du président de la C.E.N.A. qui entache la fiabilité des documents électoraux transmis à la Cour;

Considérant que selon l'article 49 de la Constitution, seule la Cour Constitutionnelle est compétente pour constater les résultats de l'élection du Président de la République et en faire la proclamation tant provisoire que définitive; que les dispositions combinées des articles 52 et 55 de la Loi n° 94-013 du 17 janvier 1995 indiquent l'élaboration, la liste et le mode de transmission à la Cour des documents électoraux sur lesquels elle se fonde pour proclamer les résultats; que si la C.E.N.A. intervient pour centraliser les enveloppes à transmettre à la Cour par l'intermédiaire du Ministre chargé de l'Intérieur, celles-ci lui sont remises sous plis scellés par les bureaux de vote; que, dès lors, le président de la C.E.N.A. ne saurait manipuler les résultats et porter ainsi atteinte à la sincérité du vote; que le candidat KEREKOU ne rapportant pas la preuve de telles manipulations, il a y lieu de rejeter son recours;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que les recours des candidats

Nicéphore Dieudonné SOGLO et Mathieu KEREKOU doivent être rejetés;

EN CONSEQUENCE,

- **REJETTE** les recours des candidats Nicéphore Dieudonné SOGLO et Mathieu KEREKOU.

- **PROCLAME** définitivement élu Président de la République, Monsieur Mathieu KEREKOU.

Conformément à l'article 47 alinéa 2 de la Constitution, le mandat de Monsieur Mathieu KEREKOU prendra effet le 04 avril 1996 à 00 heure.

Monsieur Mathieu KEREKOU est tenu, conformément à l'article 52 alinéa 2 de la Constitution, lors de son entrée en fonction et à la fin de celle-ci, de faire sur l'honneur une déclaration écrite de tous ses biens et patrimoine adressée à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême.

La présente proclamation sera publiée au journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, les trente, trente-et-un mars et premier avril mil neuf cent quatre-vingt-seize,

Madame	Elisabeth K. POGNON	Président
Messieurs	Alexis HOUNTONDJI	Vice-Président
	Bruno O. AHONLONSOU	Membre
	Pierre E. EHOUMI	Membre
	Alfred ELEGBE	Membre
	Hubert MAGA	Membre
	Maurice GLELE	
	AHANHANZO	Membre

Le Président,
Elisabeth K. POGNON

APRES LA PROCLAMATION DES RESULTATS DEFINITIFS DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE

LE PRESIDENT SOGLO PRESENTE SES FELICITATIONS AU PRESIDENT MATHIEU KEREKOU

Son Excellence Monsieur Mathieu Kérékou
Monsieur le Président,

La Cour Constitutionnelle vient de rendre publique sa décision portant proclamation définitive des résultats de l'élection présidentielle de mars 1996. Elle vous déclare Président de la République définitivement élu.

Je prends acte de cette décision de la haute juridiction.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous présenter mes très vives et très cordiales félicitations pour votre élection à la magistrature suprême.

Ce choix est l'expression de l'alternance démocratique voulue par notre peuple et constitue une manifestation tangible de l'enracinement de la démocratie et de l'Etat de droit dans notre pays.

Mon souhait est que, sous votre présidence, le renouveau démocratique et l'Etat de droit se consolident, que les libertés fondamentales se renforcent davantage et que l'expérience béninoise continue d'être un modèle pour les pays d'Afrique et objet de respect pour les autres pays du monde.

Au-delà de nos personnes, l'enjeu, beaucoup plus grand et beaucoup plus important, reste la poursuite de l'œuvre de réconciliation nationale et des tâches de développement politique, économique et socio-culturel de notre chère et commune patrie.

En vous renouvelant mes vives félicitations, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Cotonou le 2 Avril 1996
Nicéphore D. SOGLO

"LA CROIX DU BENIN"

Rédaction et Abonnements

"LA CROIX DU BENIN"

B.P. 105 - Tél. (229) 32-12-07

COTONOU

(République du Bénin)

Compte :

C.C.P. 12-76

COTONOU

Directeur de Publication

BARTHELEMY

ASSOGBA CAKPO

Dépôt légal n° 803

Tirage : 5.000 exemplaires

IMPRIMERIE NOTRE-DAME • Tél. (229) 32-12-07 — COTONOU (REPUBLIQUE DU BENIN)

Nous remercions tout spécialement les personnes qui souscrivent un

Abonnement de Soutien 5000 à 8000 F CFA (50 à 80 FF)

Abonnement de Bienfaiteur 10.000 à 15.000 F CFA (100 à 150 FF)

Abonnement d'Ami 20.000 F CFA et plus (200 FF)

Changement d'adresse 100 F CFA

TARIFS D'ABONNEMENTS par Avion

• Bénin 3.720 F CFA

• Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Sénégal et Togo 4.680 F CFA

• Océanie 5.760 F CFA

• Gabon, Tchad, Congo (Brazza), Cameroun et R.C.A. 5.760 F CFA

• France 5.760 F CFA

• Nigeria, Ombia, Ouhane, Libéria et Sierra Leone 5.760 F CFA

• Kinshasa (Zaire) 9.000 F CFA

• Kenya, Angola, Ouganda et Tanzanie 12.600 F CFA

• U.S.A. 9.480 F CFA 94,80 FF

• Amérique (Nord, Centrale, Sud) 10.200 F CFA 102,00 FF

• Europe (Italie, Allemagne Fédérale, R.F.A., Belgique, Espagne, Portugal, Suisse, Rome et Norvège) 10.200 F CFA 102,00 FF

• Canada 12.600 F CFA 126,00 FF

• Chine 12.600 F CFA 126,00 FF

CHRONIQUE DES TEMPS ANCIENS

LE TRONE, LE ROI ET SA FAMILLE DANS LES SOCIÉTÉS BENINOISES PRECOLONIALES

L'Afrique noire en général et l'espace aujourd'hui occupé par la République du Bénin en particulier, ont connu durant la période précoloniale plusieurs systèmes politiques. Le plus courant cependant est le système politique de type monarchique, édifice pyramidal ayant à sa tête un roi entouré de dignitaires.

L'objet de cet essai est de tirer quelques enseignements des relations qu'il y a entre le trône, le roi et sa famille pour mieux apprécier quelques formes d'expression démocratique dans l'Afrique d'hier.

Le fait dominant, en dépit des apparences, est la gestion collégiale des affaires du pays, même dans les entités politiques monarchiques africaines. Malgré la toute puissance de certains chefs, rois et empereurs, et souvent leur nature sacrée, ceux-ci sont obligés de tenir grand compte des limites qu'imposent à leur pouvoir, les conseils, suggestions, remarques et reproches des dignitaires et notables qui constituent la cour. "A mè déka mu duna fio" dit-on à Agoué, modeste royauté au Sud-Ouest de la République du Bénin pour signifier qu'un seul individu n'a pas le droit de régner en écartant du pouvoir tous ceux qui sont institutionnellement prévus par la coutume pour l'aider dans la gestion des affaires du pays et apporter des garde-fous à ses éventuelles tendances absolutistes, autocratiques voire tyranniques.

Les souverains sont donc obligés de diriger le pays en s'entourant d'un certain nombre de gens que sont dignitaires et notables aux fonctions en général précises et déterminées à l'avance par le droit coutumier. Dans la plupart des cas également, ces hommes de la cour sont issus des familles bien connues auxquelles de tels privilèges sont reconnus. Il en était ainsi dans toutes les entités politiques de type monarchique.

de Nikki à Pobè en passant par Allada, Abomey, Porto-Novo, Kétu, Konkobiri, Kuandé, Karimama, etc. Ce principe, absolu, ne souffre d'aucune exception ou dérogation.

Ceux qui exercent des fonctions politiques à la cour ne doivent jamais appartenir à la dynastie du souverain, ni à aucune autre dynastie du royaume. Les princes, dès qu'ils atteignent un certain âge, sont obligés de quitter le palais et d'aller s'installer ailleurs, loin du siège de décision politique. Jamais, dans l'histoire africaine traditionnelle, on n'a vu un prince ou des princes exercer un quelconque pouvoir au palais occupé par leur auguste père, même à titre purement symbolique. Ils ne s'y rendent même que rarement, souvent la nuit, et dans la plus totale discrétion, pour des problèmes qui, en général, ne concernent pas le domaine politique.

L'influence politique du prince Condo devenu roi sous le nom de Gbèhanzin est due au fait qu'il était le prince héritier officiellement reconnu et qu'il avait pratiquement succédé à son père Glèlè déjà moribond. Jamais on n'a vu un prince roder au palais, interpellant au passage des dignitaires ou leur donner des ordres ou des instructions. Cela aurait été un vrai scandale.

Même si le rôle politique de certaines mères de roi était connu, elles l'exerçaient souvent de façon relativement discrète, de manière à ne jamais se substituer à la cour. Pas plus que les épouses du roi n'ont le droit de se substituer aux dignitaires ou au roi en faisant le porte-parole. Elles étaient plus rangées, fidèles à un devoir certain de réserve, même dans des royautés comme Kétu où Ida et Raamu, les deux principales reines, détenaient quelque parcelle d'autorité qui faisait d'elles de simples conseillères du roi. Elles ne s'immixtaient pas publiquement dans les grandes décisions qui relevaient de l'autorité de la cour. Quant aux beaux-frères du souverain, ils n'avaient pas leur place à la cour où on ne les voyait d'ailleurs presque jamais, sauf si, par la force des choses, un procès les y a conduits. A Nikki, la Yoncongou, sœur

du Sinaboko (roi), en dépit de son importance comme gardienne de la tradition, n'avait pas sa place parmi les dignitaires.

Jamais également, les émissaires du roi chargés de représenter à l'extérieur n'étaient choisis parmi les membres de sa famille ou de sa belle-famille. Ils n'étaient pas non plus issus des familles des dignitaires; certains d'entre eux étaient parfois hissés au rang de dignitaires de second rang dans quelques entités politiques.

Ce souci d'écarter systématiquement du pouvoir ou du siège du pouvoir les membres de la famille et de la belle-famille du souverain tant que ce dernier est sur le trône ressortit au principe selon lequel le pouvoir ne doit pas être chose d'une même famille quels que soient par ailleurs la compétence, les qualifications et éventuellement le génie de ses membres; confié à un seul individu, le pouvoir suprême est déjà trop important pour que d'autres membres de la famille viennent encore y chercher leur part d'avantages, de des sangsues ou des mange-mil.

CONCLUSION

Si dans l'Afrique noire traditionnelle, il y a eu indubitablement une conception familiale pour choisir des souverains devant exercer le pouvoir suprême, il n'y a pas eu une conception familiale de la gestion du pouvoir; c'est le souverain seul qui est choisi dans un milieu familial pour exercer le pouvoir avec le concours des dignitaires qui n'ont pas de liens de parenté avec lui, et non pour l'exercer en s'entourant des siens au mépris de l'opinion publique. Le port de l'extérieur, le modèle démocratique moderne, dans sa perception par quelques Africains, a des leçons à recevoir de l'histoire africaine traditionnelle.

A. Félix Ibra

L'EGLISE DU BENIN EST PREOCCUPEE PAR LA MALADIE DU SIDA

Une session organisée par le Conseil pontifical de la famille sous l'égide de la Conférence Episcopale du Bénin (CEB) s'est tenue au CODIAM, à Cotonou, du 22 au 25 février 1996. Elle a eu pour thème : valeurs morales, famille et sida.

Une trentaine de délégués venus des diocèses du pays y ont pris part.

« L'avancée du sida est préoccupante. Les chiffres progressent. L'Etat béninois, à travers le programme national de lutte contre le sida, l'Eglise par la Caritas ne croient pas les bras » a déclaré, à l'ouverture, Son Excellence Monseigneur Lucien Monsi-Agboka, Evêque d'Abomey et Président de la Conférence Episcopale du Bénin qu'entouraient Son Excellence Monseigneur Antoine Ganyé, Evêque de Dassa-Zoumè, chargé de la famille et deux experts du Conseil pontifical pour la famille: les Pères Jacques Suaudeau et René Bel.

Le sida reste pour tout Béninois, aujourd'hui, un sujet de hantise. Aucun

continent et aucun pays n'est à l'abri de cette maladie. Chiffres à l'appui, les conférenciers ont détaillé aux participants les causes et la progression de cette maladie avant de stigmatiser les pièges tendus par certains organismes ou Etats qui préconisent les préservatifs, le planning familial, la libéralisation de l'avortement. La seule certitude indéniable est qu'aujourd'hui, un individu infecté meurt.

Alors comment lutter contre cette maladie ?

Pour le Père Jacques Suaudeau, médecin de formation, il n'est pas question de traiter les gens d'une façon vétérinaire. Le préservatif n'est pas la solution. Le préservatif a ses imperfections, il a parfois des trous, il n'est qu'une protection relative.

Si dans un cas, la famille peut être touchée par le sida, dans l'autre, elle est le

meilleur rempart pour cette maladie. Il est indéniable de nos jours que le réservoir de base de cette maladie est la prostitution. Pour ce faire, il s'agit d'éduquer et de déterminer la responsabilité des jeunes et des parents grâce à des thèmes comme :

- jeunesse, sexualité et sida ;
- jeunesse et avortement ;
- mariage chrétien.

Les conférenciers ont fait remarquer que le sida lui-même est révélateur d'un abandon de la loi de Dieu. Ils ont aussi fait des exposés sur :

- Sida et Famille : les statistiques.
- Ethique générale et famille.
- Procréation responsable.
- Activités de lutte-Prévention: perspectives.

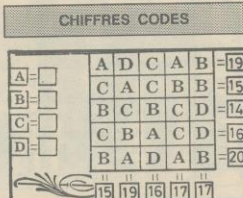
Au programme de la session figuraient en bonne place des visites au CNHU, au PNLS. A travers les explications reçues des personnels de leurs structures, les participants ont compris un peu plus l'ampleur du sida en République du Bénin.

La Caritas-Bénin, les délégués des Diocèses, les Responsables des mouvements d'action catholique ou organismes laïcs comme Arc-en-ciel, CRS, ACF ont expliqué à l'assistance le travail de sensibilisation, d'organisation, d'entraide et de secours qu'ils font à la base. Des médecins invités n'ont pas manqué de porter à la connaissance de l'assistance, les difficultés qu'ils rencontrent et les dispositions pratiques qu'ils prennent. Le mot de la fin de la session était revenu au Père Eugène Houndékon, Secrétaire général de la Conférence Episcopale du Bénin qui a demandé entre autres à chaque participant de prier le Seigneur et de travailler chacun en ce qu'il le concerne pour le recul du sida au Bénin, en Afrique et dans le monde.

Jean-François Gonsalves

FAÇONS DE PARLER

(Réponse en page 10)



Trouvez quel chiffre se cache derrière chacune des lettres.

(Réponse en page 10)

Trouvez pour chacune des 3 lignes horizontales, le mot le plus long possible. Pour y arriver, marquez autant de points que de lettres composant chacun des mots trouvés.



(Réponse en page 10)

Lotion anti-douleur

六六

Les diabétiques ont donc tout intérêt à faire systématiquement contrôler leur vue, car cette altération des yeux évolue sans symptôme apparent, du moins les premières années. Ensuite, il sera trop tard, la perte de vision risquant d'être définitive.

L'adverbe **loin** est souvent la cause de fautes de langage.

En général la pantomime (ME) c'est la pièce et le mime (ME) c'est l'acteur.

A ne pas oublier pour parler correctem

LE GENERAL MATHIEU KEREKOU INVESTI PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN, LE JEUDI 04 AVRIL 1996, A PORTO-NOVO

(Suite de la première page)

montre d'une vigilance extrême ce jeudi saint 04 avril 1996. La clémence du ciel était aussi au rendez-vous dans notre capitale politique qui, il y a longtemps, a abrité une telle cérémonie.

Le texte intégral du serment qu'avait prêté le Président Mathieu Kérékou, accompagné concomitamment de vingt-et-un coups de canon est ainsi libellé à l'article 53 de notre Constitution :

« Devant Dieu, les mânes des ancêtres, la nation et devant le peuple béninois, seul détenteur de la souveraineté, nous, Mathieu Kérékou, Président de la République, élu conformément aux lois de la République, jurons solennellement

— de respecter et de défendre la Constitution que le peuple béninois s'est librement donnée ;

— de remplir loyalement les hautes fonctions que la nation nous a confiées ;

— de ne nous laisser guider que par l'intérêt général et le respect des droits de la personne humaine, de consacrer toutes nos forces à la recherche et à la promotion du bien commun, de la paix et de l'unité nationale ;

— de préserver l'intégrité du territoire ;

— de nous conduire partout en fidèle et loyal serviteur du peuple ;

En cas de parjure, que nous subissons les rigueurs de la Loi ».

Et Madame le Président de la Cour Constitutionnelle de lui en donner acte en ces termes :

« Moi, Elisabeth K. Pognon, Présidente de la Cour Constitutionnelle du Bénin, reçois le serment que vient de prêter le Président de la République et lui en donne acte.

Ordonne qu'il sera dressé procès-verbal qui sera déposé au greffe de la Cour Suprême pour y recourir en cas de besoin.

Ordonne, en outre, qu'il sera délivré un original à Monsieur le Président Mathieu Kérékou ».

Voilà deux moments pathétiques de la cérémonie d'investiture du Président Mathieu Kérékou soutenus par l'exécution sonore de l'hymne nationale que l'assistance, debout comme un seul homme, n'a pu s'empêcher de chanter en chœur avec la gendarmerie nationale.

On comprend que le Président Mathieu Kérékou ait demandé au peuple béninois, de placer son mandat sous le signe de la protection divine.

Il convient de préciser que, saisi dès ce jeudi 04 avril 1996 par requête, la Cour Constitutionnelle, après avoir siégé l'après-midi de ce même jeudi 04 avril 1996, a fait reprendre par le Président de la République, la prestation de son serment le vendredi 05 avril 1995, toujours à Porto-Novo, parce qu'il a omis de prononcer immédiatement après "devant Dieu" : "les manes des ancêtres".

Tout en invitant ses lectrices et lecteurs à revivre cet important événement historique à travers les allocutions de Mme le Président de la Cour Constitutionnelle, du Président Mathieu Kérékou et les attentes et impressions de quelques témoins de cette cérémonie, le journal « La Croix du Bénin » invite chacun à se mettre résolument et concrètement au travail pour que vive et prospère le Bénin du renouveau démocratique.



Mme Elisabeth K. Pognon, Présidente de la Cour Constitutionnelle entourée de ses pairs au cours de son adresse.



Mme le Président de la Cour Constitutionnelle encadrée par M. Bruno Amoussou, Président de l'Assemblée Nationale (à droite) et M. Abraham Zinzindohoué, Président de la Cour Suprême (à gauche).



Le trône officiel, de gauche à droite : MM. Valentin Agbo, Président du Conseil Economique et Social, Emile Derlin Zinsou, ancien Président de la République, le Chef de la délégation nigériane et Jacques Godefroit, Ministre français de la Coopération et du Développement.

ADRESSE DU PRESIDENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE MADAME ELISABETH K. POGNON A SON EXCELLENCE MONSIEUR MATHIEU KEREKOU, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Porto-Novo, le 04 avril 1996

- Monsieur le Président de la République,
- Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
- Monsieur le Président de la Cour Suprême,
- Excellences,
- Mesdames, Messieurs.

La Constitution du Bénin, en ses articles 53 et 119, donne compétence au Président de la Cour Constitutionnelle pour recevoir devant l'Assemblée Nationale et la Cour Suprême le serment du Président de la République avant son entrée en fonction.

L'article 47 de la Loi organique sur la Cour, complétant les dispositions de l'article 119 précité, précise que le Président de la Cour Constitutionnelle, à cette occasion, est entouré de ses pairs en tenue d'apparat.

Comme vous le constatez, Monsieur le Président de la République, la Cour est si respectueuse des prescriptions constitu-

tionnelles qu'en dépit des conditions climatiques peu favorables, ses membres ont revêtu leurs plus beaux atours pour la présente cérémonie.

Monsieur le Président de la République, la cérémonie de ce jour, jeudi 04 avril 1996, constitue tout un symbole dans l'histoire de notre pays. C'est la deuxième fois, en effet, qu'au lendemain de la Conférence des Forces Vives de la Nation, un Président démocratiquement élu, prête serment avant d'entrer en fonction, pour assumer la lourde responsabilité qui lui incombe : celle de conduire, pour une période de 5 ans, les destinées de la Nation béninoise.

Dans notre culture de tradition orale, le respect de la parole donnée est fondamental. Pour cette raison, le prononcé de votre serment, devant le peuple pris à témoin, revêt une importance capitale.

Le serment de ce jour, Monsieur le Président de la République, apparaît comme un contrat spirituel entre Dieu, les mânes de nos ancêtres et vous.



Une vue partielle des membres du Corps diplomatique et des Représentants des Organisations et Associations internationales.



A l'arrière plan, les honorables députés attendent patiemment le début des cérémonies.



Sur cette photo et à l'avant plan de gauche à droite les députés Ambroise Adanlonnon, Albert Tévoédjrè, Théophile Nati, Séverin Adjovi, témoins du succès du Président Mathieu Kérékou.



Au palais des Gouverneurs, les ministres du Gouvernement sortant installés, attendent le démarrage de la cérémonie d'investiture du nouveau Président de la République, le Général Mathieu Kérékou.

Il doit être également compris comme un contrat historique entre la Nation et vous et enfin, un accord juridique entre vous et le peuple béninois, seul détenteur de la souveraineté nationale.

Seul, dans le silence de votre conscience, vous répondrez de l'accomplissement de votre contrat moral.

Monsieur le Président de la République, successeur d'autres Présidents de la République et prédécesseur de plusieurs autres, vous serez comptable de vos actes devant l'histoire.

En revanche, la Loi Suprême que le peuple béninois s'est donnée, prescrit vos droits et devoirs.

Incarnation de l'unité nationale, vous êtes également le garant de l'intégrité territoriale, du respect de la Constitution, des traités et accords internationaux.

En votre qualité de Chef de Gouvernement, vous êtes le détenteur du Pouvoir Exécutif; l'Assemblée Nationale exerce le Pouvoir Législatif et contrôle l'action du Gouvernement.

Étant la plus haute juridiction en matière constitutionnelle et l'organe régulateur du fonctionnement des Institutions et de l'activité des pouvoirs publics, la Cour Constitutionnelle est l'arbitre nécessaire entre les pouvoirs.

En instituant la Cour Constitutionnelle en juridiction autonome, distincte du système judiciaire ordinaire, les constituants exprimaient la conscience qu'il fallait organiser l'exercice du pouvoir par l'instauration d'organes de contrôle destinés à servir de contrepoids, et assurer, plus efficacement, la protection des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques.

La Cour Constitutionnelle apparaît ainsi comme l'expression de la volonté du peuple béninois, affirmée dans le préambule de la Constitution, de s'opposer fondamentalement à "tout régime politique fondé sur l'arbitraire, la dictature, l'injustice, la confiscation du pouvoir et le pouvoir personnel" et de créer un "État de droit et de démocratie pluraliste dans lequel les droits

fondamentaux de l'homme, les libertés publiques, la dignité de la personne humaine sont garantis, protégés...". Dès lors, cette juridiction constitue le gardien vigilant de l'État de droit que consacre notre Constitution et selon lequel gouvernants et gouvernés sont tous soumis à la Loi et est reconnu à tout citoyen le droit de saisir la Cour.

Monsieur le Président de la République,

Soyez assuré que les décisions de la Cour ne seront pas dirigées contre votre personne, que la haute juridiction, en toute objectivité se prononcera, comme elle l'a toujours fait, sur la conformité à la Constitution des textes et actes qui lui seront soumis ainsi que sur les cas de violation des Droits de la personne humaine dont elle peut se saisir.

Monsieur le Président de la République, votre serment vient d'ouvrir une autre ère d'exercice du pouvoir démocratique dans notre pays.

Vos fonctions sont d'une importance capitale pour l'équilibre, la cohésion, la paix et le développement harmonieux de notre pays.

Il vous appartient, Monsieur le Président de la République, de les exercer de manière efficace et digne dans le respect de la Constitution et des Institutions qu'elle a créées, en vue de consolider la démocratie pluraliste et l'État de droit pour le bonheur et l'épanouissement du peuple béninois.

C'est en gardant cet espoir que, au nom de l'Institution que j'ai l'honneur de présider, au nom de Messieurs les Conseillers à la Cour Constitutionnelle et en mon nom propre, je vous présente mes vives félicitations et vous souhaite santé et succès dans l'accomplissement de la mission que le peuple souverain vous a confiée.

Vive la démocratie !

Vive le Bénin.

Porto-Novo, le 04 avril 1996

Le Président de la Cour Constitutionnelle,

Elisabeth K. POGNON

BREVE ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR MATHIEU KEREKOU, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN RÉPONSE À L'INTERVENTION DE MADAME LE PRÉSIDENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

Madame le Président de la Cour Constitutionnelle,

Les mots les plus simples sont ceux qui expriment le mieux les sentiments que l'on éprouve au plus profond de soi-même.

Aussi, voudrais-je vous dire tout simplement MERCI pour les propos aimables et encourageants que vous venez de tenir à mon endroit.

Je puis vous assurer que je mesure parfaitement toute la gravité et toute la portée de l'engagement solennel que je viens de

prendre ce jour, jeudi 04 avril 1996, à travers ma prestation de serment, conformément aux prescriptions de notre Constitution du 11 décembre 1990.

Conscient des devoirs de la haute charge dont je suis désormais investi à la tête de l'État béninois, je renouvelle aujourd'hui et une fois encore le témoignage de ma ferme volonté d'être le Président de toutes les Béninoises et de tous les Béninois, d'œuvrer tout au long de mon mandat à la réconciliation nationale et à la préservation

(Lire la suite à la page 11)

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

DEVENEZ DES "PROPHETES DE LA VIE DE L'AMOUR ET DE LA JOIE"

Message pour la Journée mondiale de la Jeunesse 96

(Suite de la première page)

qui se préparent à accueillir à Paris, en août 1997, la douzième Journée mondiale de la Jeunesse.

En prélude à la célébration de la Journée mondiale de la Jeunesse de cette année, le Saint-Père avait adressé aux jeunes du monde entier le message ci-après :

"Seigneur, à qui irions-nous ? Tu as les paroles de la vie éternelle" (Jn 6,68).

Bien chers jeunes !

La Journée mondiale de la Jeunesse, comme c'est désormais l'habitude, se déroulera en 1996 dans les communautés diocésaines, dans l'attente de la nouvelle Rencontre mondiale qui, en 1997, nous mènera à Paris.

LE FIL CONDUCTEUR DES PROCHAINES ANNEES

Nous sommes désormais en marche vers le grand Jubilé de l'An 2000. Par la Lettre apostolique *Tertio millennio adveniente*, j'ai demandé à toute l'Eglise

je voudrais vous la confier à nouveau, à tous, comme je l'ai déjà fait avec les jeunes de votre âge venus du continent européen, à Lorette, en septembre dernier : c'est "un document précieux et toujours jeune. Relisez-le attentivement. Vous y trouverez la lumière pour déchiffrer votre vocation d'hommes et de femmes, appelés à vivre, en ce moment tout à la fois merveilleux et dramatique, en constructeurs de fraternité et de paix" (*Angelus du 10 septembre 1995*).

VIVRE DANS L'HISTOIRE QUOTIDIENNE

"Seigneur, à qui irions-nous ?". Le but et l'objectif de notre vie, c'est Lui, le Christ, qui nous attend — chacun en particulier et tous ensemble — pour nous mener au-delà des limites du temps jusqu'à la manifestation de la tendresse éternelle de Dieu qui nous aime.

Mais si l'éternité est notre horizon d'hommes affamés de vérité et assoiffés de bonheur, l'histoire est la scène de notre engagement quotidien. La foi nous enseigne que le destin de l'homme est écrit dans le cœur et l'esprit de Dieu qui dirige le cours de l'histoire. Elle nous apprend encore que le Père remet entre nos mains la tâche d'entreprendre dès ici-bas la construction de ce "Royaume des Cieux" que le Fils est venu annoncer et qui trouvera son plein accomplissement à la fin des temps.

C'est donc notre devoir de vivre dans l'histoire, côte à côte avec nos contemporains, en partageant leurs angoisses et leurs espoirs, parce que le chrétien est et doit être pleinement un homme de son temps. Il ne s'évade pas dans une autre dimension en ignorant les drames de son époque, en fermant ses yeux et son cœur aux angoisses qui envahissent l'existence. Au contraire, il est celui qui, tout en n'étant pas "de" ce monde, est plongé chaque jour "dans" ce monde, prêt à accourir là où il y a un frère à aider, une larme à essuyer, une demande d'aide à satisfaire. C'est sur cela que nous serons jugés !

Nous rappelant l'avertissement du Maître : "J'ai eu faim et vous m'avez donné à manger ; j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire ; j'étais étranger, et vous m'avez accueilli, nu et vous m'avez vêtu, malade et vous m'avez rendu visite, emprisonné et vous êtes venus me voir" (*Mt 25,35-36*), nous devons mettre en pratique le "commandement nouveau" (*Jn 13,34*).

Nous nous opposerons alors à ce qui semble être aujourd'hui la "défaite de la civilisation" pour réaffirmer avec vigueur la "civilisation de l'amour" qui — seule — peut ouvrir aux hommes de notre temps des horizons de paix authentique et de justice durable dans la légalité et la solidarité.

La charité est la route maîtresse qui doit nous guider également vers l'objectif du grand Jubilé. Pour arriver à ce rendez-

vous, il faut savoir se remettre en cause, en faisant un examen de conscience rigoureux, prémisses indispensables d'une conversion radicale, en mesure de transformer la vie et de lui donner un sens authentique qui rende les croyants capables d'aimer Dieu de tout leur cœur, de toute leur âme, de toute leur force, et leur prochain comme eux-mêmes (*cf. Lc 10,27*).

En confrontant votre existence quotidienne avec l'Evangile du Maître unique qui a "les paroles de la vie éternelle", vous serez en mesure de devenir d'authentiques ouvriers de paix à la suite du commandement qui fait de l'amour la "nouvelle franchise" du témoignage chrétien. Telle est la loi de la transformation du monde (*cf. Gaudium et Spes, 38*).

DONNEZ UN TEMOIGNAGE FORT D'AMOUR DE LA VIE

Il faut avant tout que vienne de vous, jeunes, un témoignage fort d'amour pour la vie, don de Dieu, un amour qui doit s'étendre du début à la fin de toute existence et qui doit se battre contre toute prétention de faire de l'homme l'arbitre de la vie de son frère, de celui qui n'est pas encore né, comme de celui qui se trouve sur le chemin du déclin, de la vie du handicapé et du faible.

A vous, jeunes, qui naturellement et instinctivement faites de "la soif de vivre" l'horizon de vos rêves et l'arc-en-ciel de vos existences, je demande de devenir des "prophètes de la vie". Soyez-le en paroles et par vos gestes, en vous rebellant contre la civilisation de l'égoïsme qui, souvent, ne voit dans la personne humaine qu'un instrument au lieu d'une fin, sacrifiant la dignité et ses sentiments au nom du seul profit ; faites-le en aidant concrètement celui qui a besoin de vous et qui peut-être, sans votre aide, serait tenté de se laisser aller au désespoir.

La vie est un talent (*cf. Mt 25, 14-30*) qui nous est confié pour que nous le transformions et le multiplions, en en faisant don aux autres. Aucun homme n'est un "iceberg" à la dérive dans l'océan de l'histoire ; chacun de nous fait partie d'une grande famille, dans laquelle il a une place à occuper et un rôle à jouer. L'égoïsme rend sourd et muet, l'amour ouvre tous les yeux et ouvre le cœur, rend capable d'apporter cette contribution originale et irremplaçable qui, à côté des mille gestes de tant de frères, souvent éloignés et inconnus, concourt à construire la mosaïque de la charité, capable de changer l'histoire.

LES CHOIX DECISIFS DE L'EXISTENCE

"Seigneur, à qui irions-nous ? Tu as les paroles de la vie éternelle".

(Lire la suite à la page 10)



"J'ai un très vif désir de vous voir, pour vous communiquer un don de l'Esprit, afin de vous rendre forts, je veux dire afin de nous reconforter ensemble chez vous, moi par votre foi et vous par la mienne" (*Rm 1,11-12*).

Les paroles de l'Apôtre Paul aux chrétiens de Rome résument bien le sentiment qui m'habite alors que je m'adresse à vous tous en commençant la préparation qui mènera à la onzième Journée mondiale de la Jeunesse.

C'est en effet avec le même désir de vous rencontrer que je viens à vous par la pensée, en tout lieu de la planète, là où vous affrontez l'avenir intense, quotidienne, de la vie : dans vos familles, vos lieux d'étude et de travail, les communautés où vous vous rassemblez pour écouter la Parole du Seigneur et Lui ouvrir votre cœur dans la prière.

Mon regard se tourne en particulier vers les jeunes qui sont impliqués au premier chef dans trop de drames qui déchirent encore l'humanité : ceux qui souffrent de la guerre, des violences, de la faim et de la misère, qui prolongent les souffrances du Christ ; par sa Passion, Il est proche de l'homme opprimé par le poids de la souffrance et de l'injustice.

de préparer ce rendez-vous par la conversion du cœur et de la vie.

Dès maintenant, je vous demande, à vous aussi, d'entreprendre cette préparation dans le même esprit et avec les mêmes buts. Je vous confie un projet d'action qui, basé sur les paroles de l'Evangile et correspondant aux thèmes proposés à toute l'Eglise pour chaque année, constituera le fil conducteur des prochaines Journées mondiales : en 1997 : « Maître, où habitez-vous ? Venez et vous verrez » (*Jn 1,38-39*) ; en 1998 : « L'Esprit Saint vous enseignera toute chose » (*Jn 14,26*) ; en 1999 : « Le Père vous aime » (*Jn 16,27*) ; en l'an 2000 : « Le Verbe s'est fait chair et Il a habité parmi nous » (*Jn 1,14*).

A vous, jeunes, j'adresse un appel particulier à regarder vers la frontière historique de l'an 2000, en rappelant que "l'avenir du monde et de l'Eglise appartient aux jeunes générations qui, nées au cours de ce siècle, arriveront à leur maturité au cours du prochain, le premier du nouveau millénaire... Si (les jeunes) savent suivre le chemin que le Christ leur montre, ils auront la joie d'apporter leur contribution à sa présence dans le prochain siècle" (*Tertio millennio adveniente, 58*).

Sur le chemin qui nous rapproche du grand jubilé, la Constitution conciliaire *Gaudium et Spes* doit vous accompagner :

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

LE DIOCESE DE LOKOSSA VIBRE AU RYTHME DE LA LUMIERE



De gauche à droite Anasthasie Kounou, Adélaïde Togazin, Sophie Godovo, Esther Lissa, Rachel Togbé, Lucie Koi, Adélaïde Houngbé, Clémentine Tchégnonhou.

Les 02 février de chaque année soit cinquante jours après Noël, l'Eglise universelle célèbre la Présentation de Jésus au temple; à travers la bouche du vieillard Syméon, l'Esprit révèle le Christ comme «la Lumière des Nations». Cette fête du Christ-Lumière reste un jour symbolique pour la Famille religieuse des «Servantes de la Lumière du Christ» (S. L. C.) du Diocèse de Lokossa dont les premières ont prononcé leurs premiers vœux le 02 février 1992.

Voici donc cinq ans déjà que tout le Diocèse se rassemble dans l'église Saint-Bernard de Sè autour de la Lumière et de celles qui prennent «un service de lumière, un service de la Lumière». Cette année, cet événement diocésain a drainé une foule que l'église de Sè n'a pu contenir; les fidèles venus de divers horizons, les filles de Gènesareth et, les Novices toutes vêtues en tenues uniformes, une soixantaine de Sœurs de différentes Congrégations religieuses et une quarantaine de prêtres. Tous sont venus soutenir de leurs prières et de leur affection. Les huit jeunes professes de cette année: Adélaïde Houngbé et Anasthasie Kounou de la paroisse de Sè, Pascaline Togbé et Sophie Godovo de la paroisse d'Aplahoué, Clémentine Tchégnonhou de la paroisse de Klouékanmè, Lucie Koi de la paroisse d'Adjahonmè, Esther Lissa de la paroisse de Houéyogbé et Adélaïde Togazin de la paroisse d'Agamè. Ainsi la Famille religieuse des Servantes de la Lumière du Christ s'est agrandie et a atteint un effectif non négligeable de 34 membres.

S. Exc. Mgr Robert Sastre, fondateur de la Famille religieuse des Servantes de la Lumière du Christ, dans son homélie prononcée en français nous a fait part d'un rêve. Son rêve, celui de nos vies qui rêvent de se donner. Selon ses dires, c'est un rêve

qui nous révèle notre monde étouffé par ses propres «progrès», paralysé par sa triste prétention d'évacuer Dieu de son histoire. Première victime, notre monde baigne dans une inertie totale. Il est comme plongé dans un état comateux qui le met au seuil de l'abîme où toute vie est desséchée et privée de mouvement:

«Tous, oui tous avaient la bouche ouverte.

Comme pour proférer une parole. Mais au lieu de la parole, c'était leurs dents

Qui claquaient.

On entendait désormais

Qu'un claquement de dents et de mâchoires

Immense et sinistre, s'entrechoquant Comme les squelettes des morts Dans la danse macabre de Camille de saint Saëns (1)

Seul l'éternel Amour de Dieu peut délivrer notre monde d'une telle catastrophe lugubre. Aussi s'avère-t-il nécessaire qu'il fasse son aveu et confesse sa triste prétention pour retrouver le chemin de l'Amour et de la Miséricorde de Dieu. Pour cela, Dieu interpelle la générosité de chacun autour de son œuvre.

Dans un mina châté Monseigneur Robert Sastre poursuivant son homélie, a mis en relief cette unité autour de l'œuvre de Dieu qu'il a présentée comme une tâche commune. Pendant l'offrande, cette unité a été symbolisée par l'apport des dons de toutes les paroisses du Diocèse au don de la vie des jeunes professes pour le sacrifice eucharistique; produits vivriers de toutes sortes, le petit bétail, l'eau minérale de Possotomé, l'huile rouge.

A l'issue de la messe et au rythme des chants et danses des filles de Gènesareth, dans l'enceinte du noviciat, les agapes fraternelles ont été partagées. Ayant repris des forces, chacun est reparti chez lui avec un faisceau de Lumière dans sa vie et rassuré que c'est dans la Lumière du Christ que nous voyons la lumière.

Franck Fresnel Fambo
Evêché de Lokossa

(1) Eglise du Mono, n° 33 p. 1.

UN NOUVEAU RECTEUR MAJEUR POUR LES SALESIENS DE DON BOSCO

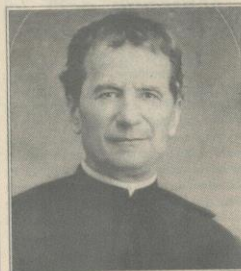
Juan Vecchi élu huitième successeur de Don Bosco

Les Salésiens, réunis en leur 24ème Chapitre général à Rome, ont élu, le 20 mars 1996, Don Juan Vecchi, Recteur Majeur au premier tour du scrutin, à la fin d'un itinéraire spécial de deux jours de réflexion appelé discernement, sous la direction d'un éminent religieux marianiste. On se rappelle que Don Viganò, septième successeur de Don Bosco, est mort en juin 1995.

La proclamation du nouvel élu a été faite par le plus âgé des capitulaires, le P. Ernest Macak, un Slovaque de 76 ans, demeuré plusieurs années en prison durant la dictature communiste.

La Congrégation religieuse des Salésiens de Don Bosco se consacre, entre autres, à l'éducation des jeunes, surtout les plus pauvres et marginalisés dans le monde entier.

Le nouvel élu, Don Juan Vecchi, qui aura bientôt 65 ans, devient ainsi le huitième successeur de Don Bosco, le Père



Fondateur de la Congrégation, et c'est la première fois, au cours de plus de cent ans d'histoire qu'un Salésien non italien représente le point de repère de la grande famille salésienne. En plus des 17.000 religieux, elle comprend, en effet, autant d'autres sœurs Filles de Marie Auxiliatrices (FMA), environ 3.000 coopérateurs et coopératrices, des milliers d'anciens élèves dans les différents continents.

Qui est le Père Vecchi ?

Don Juan Vecchi est le fils de Albino et Maria Monti, Benjamin dans une famille de sept enfants, il est né le 23 juin 1931 à Viedma (Rio Negro), le jeune Juan Emundo fit ses études primaires au collège salésien Saint-François de Sales de Viedma et demanda ensuite à entrer dans le noviciat salésien de Fortin Mercedes en 1947.

En 1954, il est envoyé à Turin pour compléter ses études de théologie. En 1958, il obtient son diplôme de théologie à l'Université pontificale salésienne et son certifi-

cat d'aptitude à l'enseignement des lettres à Bahia Blanca. Il est ordonné Prêtre le 6 juillet 1958, dans le chef-lieu piémontais (Italie). Délégué au 20ème Chapitre général de 1972, il est nommé, peu après, par le Recteur majeur d'alors, conseiller régional pour l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. De 1977 à 1990, il est nommé conseiller pour la pastorale des jeunes, et de 1990 jusqu'à l'élection survenue le 20 mars 1996, Vicaire du Recteur majeur; il en exerçait la fonction à partir de l'année dernière, après la mort de Don Viganò (septième successeur de Don Bosco).

Intérieurement, le nouvel élu s'est immédiatement confié à Marie Auxiliatrice, à Don Bosco et aux saints salésiens, mais aussi à son protecteur, saint Jean-Baptiste, qui a suscité des manifestations de joie à sa naissance, mais a fini décapité. Expérience que le Père Vecchi dit, en souriant, ne pas tellement désirer partager.

L'horizon conciliaire.

En tant que conseiller pour la pastorale des jeunes et en tant que vicaire, Don Juan Vecchi a révélé sa sensibilité postconciliaire de l'Eglise et de la congrégation. Il croit fermement en une «Eglise-communion» et en une «Eglise-mission» au service des pauvres, en une congrégation incarnée dans toutes les cultures au service des marginalisés éparpillés dans tous les continents.

Il privilégie l'aspect anthropologique et pédagogique par rapport à l'aspect théologique et spirituel; mais ceux qui ont pu le connaître, témoignent que sa grande conviction sur la qualité, en tant qu'atout dans la société actuelle, trouve son explication la plus profonde dans l'élan spirituel qui l'anime.

Si, d'une part, il croit que la congrégation salésienne doit miser toutes ses énergies sur la qualité pour protéger une action efficace parmi les jeunes d'aujourd'hui, il dit, d'autre part, qu'il est convaincu — comme Rahner — que «l'homme d'aujourd'hui devra être un mystique ou alors il cessera d'être pieux».

Sur le front de la vie religieuse, ses mots d'ordre sont : «caractère prophétique, crédibilité, transparence, témoignage de vie, de rapport et un monde d'engagement dans un monde peu disposé à accueillir le transcendant, un monde qui attribue tout choix logique à des préférences subjectives, qui accepte les services, mais ne se sent point interpellé par le message religieux qu'ils contiennent, où les différentes conditions coexistent dans la paix et la tolérance mais aussi dans une incompréhension réciproque».

La communauté Salésienne du Bénin

CONNAISSEZ-VOUS
L'IMPRIMERIE NOTRE-DAME
BP : 105 - Tél. (229) 32-12-07
Fax (229) 32-11-19
203 Rue des Missions
Derrière l'église Saint-Michel ?
L'ESSAYER, C'EST L'ADOPTER !

COIN DU FIN LIMIER

FAIRE L'ETAT DES LIEUX



A la Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation de février 1990, parmi les priorités assignées à l'action gouvernementale figurait la moralisation de la vie publique.

Dans ce sillage, une « Commission nationale de vérification des biens » instituée a eu à interpellé bon nombre de dignitaires du régime du PRPB et d'opérateurs économiques qui ont saigné à blanc l'économie béninoise. Les rapports de cette Commission, s'ils n'ont pas disparu entre la Présidence de la République et le Ministère de la Justice, doivent certainement dormir de leur véritable sommeil dans les tiroirs de qui de droit. Un beau matin, cette Commission, installée avec grande solennité, a été sommée de mettre ses bureaux et ses matériels de travail à la disposition de « Ouidah 92 ».

Ainsi disparaissait la fameuse Commission « Amoussou-Kpakpa » comme dans la clandestinité.

C'était donc comme un trompe-ciel !

« La motion sur la moralisation de la vie publique » adoptée le 28 février 1990 par la Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation de février 1990 serait-elle devenue comme lettre morte ?

Aujourd'hui, plus que jamais, transparence oblige.

C'est pourquoi nous voulons voir clair dans ce que cache en réalité l'arnasse réclamée tous azimuts à cor et à cri.

Une fois pour toute le peuple béninois veut que prennent fin les tergiversations de ceux qui nous gouvernent à faire mettre un terme à ce mal qui aussi et surtout asphyxie notre pays et qui a noms prévarication, détournement de biens publics...

Aussi l'état des lieux doit-il être correctement et diligemment fait ministère par ministère, entreprise publique par entreprise publique...

Faire l'état des lieux est aussi une exigence de la moralisation de la vie publique.

Basile René Sinyanyin

REPONSE AU JEU CHIFFRES CODES de la page 5

A = 5 — B = 3 — C = 2 — D = 4.

PRESIDENTIELLE 1996 MATHIEU KEREKOU AU PALAIS DE LA MARINA : LE VIN EST TIRE

Pour avoir réussi à drainer en sa faveur 52,49% des suffrages exprimés le 18 mars dernier, le Général Mathieu Kérékou est investi Président de la République. En clair, près de 53 Béninois sur cent lui ont renouvelé leur confiance. Mais au-delà de la simple remontée politique spectaculaire du Général Kérékou, il y a lieu d'interroger l'histoire et chercher à savoir ce qui après dix-huit ans de pouvoir et cinq ans de repos a pu décider les Béninoises et Béninois à de nouveau lui confier la direction de leur destinée. La réponse toute simple évoquée dans certains milieux se résume à la jalousie de certains hommes politiques déçus qui n'ont pas eu leur compte dans le processus démocratique en cours chez nous ces cinq dernières années. Mais à y regarder de près la nouvelle élection du Général Kérékou à la tête de l'Etat béninois apparaît vraisemblablement comme un vote-sanc-

tion contre le Président Nicéphore Dieudonné Soglo. Raisons : erreurs politiques, gestion clanique et familiale, réel sentiment de déception...

Au-delà des considérations partisans et politiques, le retour du Général Kérékou au palais de la Marina répond à la volonté librement exprimée d'un peuple souverain même si pour certains ce retour apparaît comme le couronnement d'un dirigeant politique que l'on s'est acharné à combattre et à remercier auparavant. Dans tous les cas, le vin est tiré.

Le plus important aujourd'hui, est d'accepter la vérité des urnes, de se mettre résolument au travail, de participer à l'œuvre de reconstruction nationale. Loin d'être une fin en soi, l'alternance démocratique doit entraîner un mieux-être. Si nous nous aimons vraiment et aimons notre pays,

le combat pour la reconstruction et le développement du Bénin doit demeurer le même pour tous, que nous soyons membres des partis politiques et autres associations qui ont contribué au succès du Général Kérékou ou des 47% de Béninois qui ont accordé leurs suffrages au candidat malheureux Nicéphore Dieudonné Soglo.

Pour l'avenir de notre pays, un impératif demeure : le changement de mentalité avant tout, ensuite le changement de comportements politiques, le changement de la manière de conduire les affaires politiques, le changement dans la gestion de la démocratie au quotidien, le changement dans la gestion de l'Etat sur fond de respect des institutions que le pays s'est données démocratiquement. En cela, la première équipe gouvernementale du Gé-

(Lire la suite à la page 12)

DEVENEZ DES "PROPHETES DE LA VIE, DE L'AMOUR ET DE LA JOIE"

Message pour la Journée mondiale de la Jeunesse 96

(Suite de la page 8)

Quand, considérant que son langage était trop dur, nombre de ses disciples l'abandonnèrent, Jésus demanda au petit nombre qui était resté : "Voulez-vous partir, vous aussi ?". Pierre répondit : "Seigneur, à qui irions-nous, Tu as les paroles de la vie éternelle" (Jn 6, 67-68). Et ils choisirent de rester avec Lui. Ils restèrent parce que le Maître avait "les paroles de la vie éternelle", paroles qui, tandis qu'elles promettaient l'éternité, donnaient pleinement sens à leur vie.

Il y a des moments et des circonstances où il faut faire des choix décisifs pour toute l'existence. Nous vivons — vous le savez bien — des moments difficiles où il est souvent ardu de distinguer le bien du mal, les vrais maîtres des faux. Jésus nous a avertis : "Prenez garde de ne pas vous laisser égarer, car beaucoup viendront sous mon nom en disant : "C'est moi", ou encore : "Le moment est tout proche". Ne marchez pas derrière eux" (Luc 21, 8). Priez et écoutez sa parole; laissez-vous guider par de vrais pasteurs; ne cédez jamais aux vains espoirs et aux faciles illusions du monde qui, très souvent, se transforment en tragiques désillusions.

C'est dans les moments difficiles, dans les moments d'épreuve que l'on mesure la qualité des choix. C'est donc en un moment difficile que chacun d'entre vous sera appelé au courage de la décision. Il n'existe pas des raccourcis qui mènent vers le bonheur et la lumière. La preuve en est le tourment de tous ceux qui, tout au long de l'histoire de l'humanité, ont effectué une difficile recherche du sens de l'existence, des réponses aux questions fondamentales écrites dans le cœur de tout être humain.

Vous savez que ces interrogations ne sont rien d'autre que l'expression de la

nostalgie d'infini que Dieu Lui-même a semée au plus intime de chacun d'entre nous. Alors, c'est avec un sens du devoir et du sacrifice que vous devez marcher le long des routes de la conversion, de l'engagement, de la recherche, du travail, du volontariat, du dialogue, du respect de tous, sans céder devant l'échec, en sachant bien que votre force est dans le Seigneur, qui guide vos pas avec amour, prêt à vous accueillir comme Il a accueilli l'enfant prodigue (cf. Lc 15, 11-24).

Chers jeunes, je vous ai invités à être "des prophètes de la vie et de l'amour". Je vous demande aussi d'être des "prophètes de la joie" : le monde doit nous reconnaître à cela; nous saurons communiquer à nos contemporains le signe d'une grande espérance déjà accomplie, celle de Jésus, mort et ressuscité pour nous.

N'oubliez pas que "l'avenir de l'humanité repose entre les mains de ceux qui sont capables de transmettre aux générations de demain des raisons de vivre et d'espérer" (Gaudium et spes, 31).

Purifiés par la réconciliation, fruit de l'amour divin et de votre sincère repentir, travaillant pour la justice, vivant dans l'action de grâces à Dieu, vous pourrez être des prophètes crédibles et efficaces de la joie dans le monde, si souvent sombre et triste. Vous serez des annonciateurs de "la plénitude des temps", dont le grand Jubilé de l'An 2 000 rappelle l'actualité.

La route que vous montre Jésus n'est pas commode; elle ressemble plutôt à un sentier qui gravit la montagne. Ne vous découragez pas! Plus la route est escarpée, et plus elle monte vite vers des horizons toujours plus vastes. Que Marie, l'Étoile de l'évangélisation, vous guide! Comme elle, fidèles à la volonté du Père, parcourez les étapes de l'histoire en témoins mûrs et convaincants.

Avec Elle et avec les Apôtres, sachez redire à chaque instant la profession de foi en la présence vivifiante de Jésus Christ : "Tu as les paroles de la vie éternelle!"

Du Vatican, le 26 novembre 1995, en la fête de notre Seigneur Jésus Christ, Roi de l'univers.

Jean-Paul II

REPONSE AU JEU L'AFRIQUE EN MOTS CROISES de la page 5



REPONSE AU JEU DES LETTRES de la page 5

- 1°) — PALMPEDE 9 points.
- 2°) — QUINZAINE 9 points.
- 3°) — REPRESSIF 9 points.

LE GENERAL MATHIEU KEREKOU INVESTI PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN, LE JEUDI 04 AVRIL 1996, A PORTO-NOVO

(Suite de la page 7)

d'un climat de tolérance, de concorde et de fraternité dans notre pays.

En cette circonstance solennelle, je me fais également le devoir d'adresser mes sincères remerciements à tous nos Honorables Invités, leurs Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du Corps diplomatique et consulaire, les Représentants des Organisations Internationales, les Émissaires et Envoyés Spéciaux des Chefs d'État des pays frères et amis, dont la présence à nos côtés constitue une marque d'intérêt et de soutien à laquelle nous sommes particulièrement sensibles.

Mesdames, Messieurs,
Honorables Invités,

Le grand mouvement national de Renouveau démocratique amorcé dans notre pays, avec la tenue victorieuse de l'historique Conférence des Forces Vives de la Nation, en février 1990, vient d'enregistrer un nouvel acquis décisif qui témoigne de la détermination inflexible du peuple béninois tout entier de prendre en main et d'assumer la plénitude de son grand destin national, à travers des Institutions démocratiques solides et de qualité.

Je suis persuadé que ce processus continuera de bénéficier du soutien actif et de la sollicitude constante de toutes les forces éprises de paix, de justice et de progrès social.

Vive le renouveau démocratique !
Vive le Bénin.

INVESTITURE DU PRESIDENT MATHIEU KEREKOU : ATTENTES... IMPRESSIONS...

DE M. ALAO SADIKOU,
PRESIDENT GERDES-AFRIQUE :

La démocratie au Bénin vient de marquer un nouveau progrès, une nouvelle victoire avec la prestation de serment du Président Mathieu Kérékou et les paroles très engageantes qu'il a tenues à l'endroit du peuple béninois.

Le fait qu'un Président qui a quitté le pouvoir par la voie des urnes ait été réélu démocratiquement et succède à un autre (Président) lui-même démocratiquement élu, constitue pour nous la preuve que le Bénin s'est résolument engagé dans la voie de l'alternance démocratique.

DU NONCE APOSTOLIQUE DU
SAINT-SIEGE AU BENIN,
S. EXC. MGR ANDRE DUPUY :

Cette cérémonie d'investiture est émouvante et importante. C'est à la fois un point d'arrivée et un point de départ du chemin de la démocratie au Bénin. Je pense, qu'en tant que croyant, nous ne devons pas trop regarder le passé ; il faut plutôt travailler au développement de tout l'homme, il faut aller de l'avant.

Le Président Mathieu Kérékou a parlé de « processus révolutionnaire » et il a bien fait de préciser le sens du mot « révolution ». C'est vrai que lorsque le Christ était venu prêcher la vie communautaire, c'était une révolution. Dans l'Ancien Testament, je peux affirmer qu'on trouve très peu le mot « frère » ; on y rencontre surtout le mot « frère ». Alors, il est permis d'espérer que l'expérience démocratique au Bénin comme ailleurs soit une expérience d'une vraie fraternité qui amène à chanter des lendemains meilleurs, radieux.

DE M. EMMANUEL KOUTON,
VICE-PRESIDENT DE LA
CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DU BENIN (CCIB) :

Le peuple béninois et plus particulièrement les opérateurs économiques que nous représentons à cette cérémonie d'investiture, sommes très fiers de cet important événement. Nous attendions, et c'est le moment de

le dire, beaucoup plus que nous n'ayons reçu du Gouvernement sortant. Avec la nouvelle page qui s'ouvre par cette cérémonie, nous préférons résolument tourner le dos au passé et nous nourrir d'espoir, l'espoir des lendemains meilleurs pour avoir été des parents pauvres du processus démocratique en cours chez nous. Nous osons espérer que la nouvelle équipe nous prendra un peu plus en compte, et, nous donner, avec ses avantages, la place qui est la nôtre ; celle des pourvoyeurs de l'économie béninoise. Cela aurait pu être ainsi pendant le quinquennat qui s'achève. Mais hélas !...

DE M. JACQUES GODEFREIN
MINISTRE FRANCAIS DE LA
COOPERATION ET DU
DEVELOPPEMENT :

D'abord c'est émouvant. Et c'est toujours émouvant de voir ou d'assister à une investiture, d'observer un départ. Mais c'est aussi un exemple de l'alternance. Et l'alternance, c'est une des règles de la démocratie ; il y en a d'autres : le respect aussi de celui qui est démocratiquement battu, d'où l'esprit de tolérance, c'est important.

Pour nous, la démocratie n'est pas une autre culture idéologique, mais c'est la façon de faire en sorte que les hommes donnent le meilleur d'eux-mêmes, parce qu'ils sont seuls face à leur destin. Et seul face à son destin, on peut donner le meilleur de soi.

Moi, ministre de la coopération et du développement, je lie le progrès à la démocratie.

Que la démocratie soit donc source du progrès au Bénin.

DE M. PASCAL TODJINOU,
SYNDICALISTE (SECRETAIRE
GENERAL DE LA CGTB) :

La cérémonie d'investiture du Général Mathieu Kérékou est la preuve que la démocratie est en marche au Bénin.

Porto-Novo le 04 avril 1996
Propos recueillis par
Guy Dossou-Yovo et Alain Sessou

REPUBLIQUE DU BENIN
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 96-128 du 09 Avril 1996
portant composition du Gouvernement

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Loi N° 90-032 du 11 Décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;

Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises (MIPME) :

Monsieur Félix ADIMI

Vu La proclamation le 1er Avril 1996 par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 Mars 1996 ;

Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique (MMEH) :

Monsieur Emmanuel GOLOU

Après avis consultatif du Bureau de l'Assemblée Nationale,

Ministre des Travaux Publics et des Transports (MTPT) :

Monsieur Kamarou FASSASSI

DECRETE :

Article 1er. — Le Gouvernement de la République du Bénin est composé comme suit :

Ministre de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme (MEHU) :

Monsieur Sahidou DANGO-NADEY

Premier Ministre, chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale et des Relations avec les Institutions (PMCAIR) :

Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative (MFPTRA) :

Monsieur Yacoubou ASSOUMA

Ministre Délégué auprès du Président de la République, chargé de la Défense Nationale (MDN) :

Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS) :

Monsieur Djidjoh Léonard PADONOU

Monsieur Séverin ADJOVI

Ministre de la Santé, de la Protection Sociale et de la Condition Féminine (MSPSCF) :

Mme Marina d'ALMEIDA-MASSOUGBODJI

Monsieur Pierre OSHO

Ministre de la Culture et de la Communication (MCC) :

Monsieur Thimothée ZANNOU

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme (MJLDH) :

Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (MJSL) :

Monsieur Damien ALAHASSA

Monsieur Ismaël TIDJANI SERPOS

Ministre des Finances (MF) :

Monsieur Moïse MENSAH

Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale (MISAT) :

Monsieur Théophile N'DA

Ministre du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'Emploi (MPREPE) :

Monsieur Albert TEVOEDJRE

Ministre du Développement Rural (MDR) :

Monsieur Jérôme SACCA KINA

Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme (MCAT) :

Monsieur Gatien HOUNGBEDJI

Article 2. — Le présent Décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 09 Avril 1996

Par le Président de la République
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Mathieu KEREKOU

Amplifications : PR 10 AN 6 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC
2 MINISTRES 36 SGG 4 AUTRES INSTITUTIONS 10
PREFETS 12 SP ET CU 79 EMGIFAB + ETATS-
MAJORS 10 CAB DES MINISTRES + SGG 23 INTE-
RESSES 18 SPD 2 DGBM—DCOF—DSOV—DI 8
DPE—DLC—INSAE 6 DCT 2 BCP 1 ONEP—
GCONB—APB 3 BN — UNB — FASJEP — ENA 4
CCIB 2301.

NDLR : Vous aurez dans notre prochaine livraison les photos des ministres et leur curriculum vitae.

ECONOMIE — DEVELOPPEMENT

LE SPORT AFRICAIN A LA RECHERCHE DE SPONSORS LOCAUX

En Afrique, seuls quelques clubs et athlètes bénéficient de subsides financiers accordés par des entreprises ou des hommes d'affaires en vue. Mais ces mécènes ne sont pas légion, et les sommes investies restent en-deçà des besoins. En attendant l'éveil d'un sponsoring professionnel sur le continent, les sportifs de haut niveau se tournent vers l'étranger.

Tous les jeunes espoirs de l'athlétisme africain rêvent d'une carrière internationale. Quitte à s'installer durablement à l'étranger. Pour freiner l'hémorragie des athlètes de haut niveau, les instances dirigeantes du sport africain doivent trouver des ressources nouvelles. Un exemple entre mille : la fédération namibienne d'athlétisme ne dispose que d'un budget annuel de 20.000.000 de Francs CFA. Et elle n'a ni personnel, ni locaux. Non seulement les fédérations africaines n'ont pas de revenus à distribuer, mais la plupart d'entre elles se financent en taxant au passage les primes gagnées à l'étranger par leurs athlètes. Ainsi, les coureurs éthiopiens doivent reverser 20% de leurs gains à leur fédération, 7% à leur Club et 3% à leur entraîneur. Seules quelques rares occasions, comme une participation à la coupe du monde de football, donnent lieu à des efforts exceptionnels. Cela a été le cas au Cameroun en 1994, lorsque la Fécafoot a voté un budget de 500 millions de francs CFA pour couvrir la participation des Lions indomptables. Encore que l'enveloppe, insuffisante, a dû être complétée par les primes de participation attribuées par la Fédération internationale de foot (FIFA), au prorata du nombre de rencontres disputées.

DU MECENAT OFFICIEUX AU SPONSORING PROFESSIONNEL

A Addis Abeba, le principal bailleur de fonds privé de l'athlétisme est une compagnie d'électricité. Electric Light Power and Autoroute, propriétaire d'un club du même nom. Au Nigeria, l'assureur Bendel Insurance soutient un club de football qui porte son nom. En Namibie, la compagnie minière Rössing soutient de jeunes athlètes, dont le recordman du 200 m en salle, Frankies Fredericks. Au Cameroun, les largesses d'un brasseur local permettent la tenue chaque année d'un marathon national.

Il n'est pas rare que des hommes d'affaires en vue, passionnés de sport, ou soucieux de soigner leur image, soutiennent des clubs sportifs à bout de bras, n'hésitant pas à payer de leur poche les salaires des sportifs et des entraîneurs. C'est le cas, entre autres, du football club Dragons de l'Ouémé (Benin), principalement financé par un juge fortuné. Si les clubs apprécient cette forme de mécénat officieux, ils ne sont pas assurés de la durée du soutien. En 1988, le chef traditionnel et homme d'affaires nigérian Chief Abiola, excédé par d'incessantes escarmouches avec la fédération nationale de football à qui il réclamait des ristournes sur des recettes de matches n'a pas hésité à dissoudre unilatéralement le club dont il était donateur quasi exclusif. Il y a quelques années encore, clubs et fédérations pouvaient aussi compter sur la générosité des entreprises d'Etat. Ces dernières, obéissant à des instructions gouvernementales, intervenaient ponctuellement dans l'organisation de com-

pétitions locales, ou procuraient un emploi à tel ou tel sportif de bon niveau. Depuis, cette source s'est tarie.

Reste le sponsoring professionnel que tous les dirigeants appellent de leurs vœux. En Europe, ce mode de financement procure couramment aux clubs de 25 à 40% de leurs ressources. En Afrique, il tarde à se manifester. Les multinationales du sponsoring comme International Management Groupe (IMG) et International Sport Leisure (ISL) ignorent les compétitions sportives africaines, jugeant le marché trop étroit, et les rencontres peu médiatiques. En dehors de la filiale internationale du groupe français Havas qui a pris les premières initiatives dans ce domaine, une seule société de sponsoring sportif opère régulièrement en Afrique francophone : Panafrica Sport Marketing, créé par le Sénégalais Ibrahim Soumaré. Pourtant, le développement de la télévision et l'éveil de la publicité commerciale dans certaines métropoles comme Abidjan, Dakar ou Libreville auraient dû faire les bonnes affaires du sponsoring sportif. Il n'en est encore rien. En partie par manque de structures professionnelles locales, capables d'organiser et de développer le marché. En partie parce que la gestion artisanale des clubs ne favorise pas le développement de relations durables avec les entreprises capables d'apporter des fonds. Sans parler des relations souvent conflictuelles qu'entretiennent clubs, fédérations et autorités ministérielles.

Yves Aoulou (MFI)

PRESIDENTIELLE 1996
MATHIEU KEREKOU AU PALAIS DE LA MARINA : LE VIN EST TIRE

(Suite de la page 10)

d'être l'affaire des seuls hommes politiques, chaque Béninois et chaque Béninoise doivent taire leurs querelles intestines et politiques et accepter de se mettre ensemble pour le travail de la reconstruction nationale.

Les Béninois et Béninoises attendent incontestablement un Bénin meilleur à celui d'aujourd'hui, un Bénin où le social l'emportera sur la politique. Et cela, aucun Président de la République ne peut le faire à coup de baguette magique. Nul ne détient et ne peut d'ailleurs détenir tout seul la vérité dans ce domaine. De la confrontation des idées, et de la conjugaison des efforts, s'affirmera et se développera sûrement le Bénin du Renouveau démocratique.

Aux lieux et places des beaux discours politiques, il revient à l'équipe gouvernementale actuelle de travailler à la réelle réconciliation des filles et fils de ce pays, et de confectionner rapidement un programme économique et social réaliste.

223 MILLIARDS DE DOLLARS SOIT ENVIRON 111.500 MILLIARDS DE F CFA DE DETTE POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La dette publique et privée des pays en développement a augmenté de plus de 8% entre 1994 et 1995, passant la barre des 2 000 milliards de dollars, environ 1.000 milliards de F CFA, selon le rapport 1996 de la Banque mondiale. Globalement, la croissance des exportations (+ 17%) a compensé largement celle de la dette. Sauf en Afrique subsaharienne où la dette a augmenté de 5% en 1995, pour atteindre 223 milliards de dollars soit 111.500 milliards de F CFA, tandis que l'augmentation des exportations se limitait à 3,5%.

La progression de l'endettement total en Afrique subsaharienne est due en grande partie à l'Afrique du Sud. Dans les autres pays, le stock de la dette est resté stable ou a diminué grâce à des annulations. A noter cependant qu'en Afrique subsaharienne, les montants concernés par les divers rééchelonnements de dette sont relativement modestes : en 1994, ils équivalaient à 2,5% du montant de la dette totale, contre 8,3% en Amérique latine.

Le rapport entre la dette et les exportations est passé, en Afrique subsaharienne, de 265,7% en 1994 à 269,8% en 1995. Alors que, dans l'ensemble des pays en développement, ce rapport a décliné de 163% en 1994 à 150% en 1995. Point encourageant en faveur de l'Afrique subsaharienne, le Produit National Brut (PNB) a crû plus vite (+ 11,6% entre 1994 et 1995) que la dette, et le ratio dette sur PNB est passé de 78,7% à 74,1%. Elle reste néanmoins de très loin la région la plus endettée par rapport à son PNB. Sur 36 pays à faibles revenus considérés par la Banque mondiale comme lourdement endettés, 28 se situent au Sud du Sahara. Parmi les pays à revenus intermédiaires, le Gabon et l'Angola sont également lourdement endettés. Ainsi, 23 pays subsahariens ont une dette supérieure à leur PNB. Sao Tome et Principe est, relativement à sa richesse, le pays le plus endetté du monde après le Népal : son endettement atteint presque 8 fois son PNB (788%) et vingt fois la valeur de ses exportations annuelles, laquelle dépasse à peine le montant du service de la dette. Autres pays où le ratio dette sur PNB atteint un niveau alarmant : le Mozambique (444%), la Guinée Bissau (328%), la Somalie (321%), la Tanzanie (317%), le Congo (292) et la Côte d'Ivoire (263%). Mais, en valeur absolue, le Nigeria est le plus grand débiteur des pays subsahariens. Sa part dans l'endettement de la région atteint 15% du total.

De plus, 70% de la dette des pays subsahariens est due à des créanciers publics, et même 90% si l'on exclut le Nigeria et l'Afrique du Sud. La région reçoit une part importante des concours des institutions multilatérales, le plus souvent sous

forme d'aide concessionnelle. A la fin de 1995, 30% de l'encours de la dette à long terme représentait des créances à l'égard de la Banque mondiale, du FMI, de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, l'endettement extérieur de l'Egypte et du Maroc n'a pratiquement pas augmenté en 1995. En revanche, au Liban et en Tunisie, il accuse une progression de plus de 10%.

A L'ECART DES INVESTISSEMENTS PRIVES

La Banque mondiale note également que les apports nets de ressources aux pays en développement ont augmenté de 11,5% en 1995, pour atteindre un total de 23 milliards de dollars environ 115.500 milliards de F CFA. En particulier, l'investissement étranger direct a fortement progressé, et représente 38% des apports extérieurs totaux (soit un montant légèrement supérieur à 90 milliards de dollars soit 45.000 milliards de F CFA), contre moins de 13% en 1992. Pour l'institution financière, la tendance est favorable aux pays du Sud, pour trois raisons essentielles : la mondialisation de l'économie, l'amélioration des politiques économiques suivies dans ces pays et les programmes de privatisation qui ont permis un afflux de capitaux du Nord. Ces trois facteurs structurels devraient subsister à moyen et long terme.

L'ennui, c'est que cette évolution globalement favorable ne concerne qu'un petit nombre de pays en développement, ceux qui ont les bases économiques les plus solides. Ainsi, douze Etats absorbent les trois quarts des apports privés totaux et 80% des investissements étrangers directs. La seule Asie de l'Est reçoit 59% des apports privés. A l'inverse, les pays les plus pauvres restent à l'écart. En Afrique subsaharienne, les investissements étrangers directs, évalués à 2,2 milliards de dollars environ 1.100 milliards de F CFA en 1995 (soit à peine 3% des investissements privés mondiaux), ont chuté de 26,7% par rapport à 1994. Les seuls pays du sud du Sahara qui attirent encore quelques capitaux sont ceux qui disposent de ressources naturelles (Angola, Gabon, Nigeria) ou ceux qui ont mené un programme de privatisation accéléré (Ghana, qui a bénéficié de la cession d'Ashanti Goldfields). Ainsi, le tiers de l'investissement étranger direct au sud du Sahara concerne le Nigeria (contre les deux tiers en 1994), et 18,3% le Ghana.

Alain Sessou

Thierry Vincent (MFI)